

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LA CHINE CONTINENTALE—POSSIBILITÉ DE RECONNAISSANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ma question a trait à un discours prononcé au nom du premier ministre par le ministre des Affaires des anciens combattants devant le Conseil de la Fédération mondiale des anciens combattants hier à Toronto. Je dois dire que le ministre a très bien fait les choses. Il a fait un beau discours bien accueilli. Je cite certaines remarques du ministre:

Pour que l'ONU puisse intervenir effectivement dans tout l'univers, tous les États doivent en faire partie.

Vu la politique du gouvernement dans le passé, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles mesures le gouvernement entreprend actuellement pour favoriser la reconnaissance de la Chine continentale et son admission aux Nations Unies?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Cela semble être une question d'ordre très général. A mon sens, le député ne peut pas la poser actuellement sous cette forme.

## LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

### LE PROGRAMME D'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—POSSIBILITÉ D'INTÉGRATION AU RÉGIME ONTARIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle se fonde sur la nouvelle concernant les inscriptions limitées à l'OMSIP, organisme chargé du programme d'assurance frais médicaux de l'Ontario. Y a-t-il actuellement des pourparlers entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de l'Ontario concernant la possibilité d'intégrer les programmes d'assurance frais médicaux de l'OMSIP et ceux du gouvernement fédéral?

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** A la suite de la conférence fédérale-provinciale du début de l'année, il y a eu, entre le ministre de la Santé de l'Ontario et moi-même, un échange de correspondance tendant à préciser les propositions du gouvernement fédéral. Depuis lors il n'y a plus eu d'autres échanges à l'échelon ministériel. Je me renseignerai

[L'hon. M. Drury.]

pour savoir s'il y a eu des pourparlers entre les hauts fonctionnaires de mon ministère et ceux du ministère de la Santé de l'Ontario.

## L'AGRICULTURE

### LIVRE BLANC SUR LA POLITIQUE NATIONALE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. E. R. Schreyer (Springfield):** Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Son collègue, le ministre des Forêts, aurait dit à Winnipeg la semaine dernière que le gouvernement préparait avec diligence un Livre blanc sur la politique nationale en matière d'agriculture. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement déposera un document de ce genre d'ici les quelque 60 jours à venir?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Je ne m'engage à rien qui comporte un délai de 60 jours.

**L'hon. M. Ricard:** Vous parlez d'expérience.

**M. Schreyer:** Puis-je poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur? Le ministre et ses collègues sont-ils vraiment en train de préparer un Livre blanc sur la politique nationale en matière d'agriculture?

**M. l'Orateur:** Je ne crois pas que la question soit recevable sous sa forme actuelle. Le député peut soit l'inscrire au *Feuilleton* soit la reprendre lors de la motion d'ajournement.

**M. Schreyer:** A dix heures, monsieur l'Orateur.

## LES SUBSIDES

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances)** propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

### LA MORALITÉ AU GOUVERNEMENT ET AU PARLEMENT: BESOIN DE RÉFORME

**M. R. Gordon L. Fairweather (Royal):** Monsieur l'Orateur, l'institution parlementaire passe en jugement. Nous autres, ses représentants actuels, serons peut-être accusés de passivité, car ce que les uns considèrent comme des buts admirables se trouvent anéantis par l'idée étroite et mesquine que les autres se font du rôle du Parlement. Dans l'*Ottawa Journal* du 30 avril dernier, Bruce Hutchison exprimait, sur un sujet différent, des vues qui ont ici leur place:

...La question la plus importante qui sollicite le monde occidental demeure irrésolue: l'individu pourra-t-il survivre dans un État tentaculaire; les structures qui protègent la collectivité s'écrou-